



P 626 ID 1775

CHAMBRE DES DÉPUTÉS
GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG

Dossier suivi par Vera Haas-Gelejinsky
Service des Commissions
Tél: +352 466 966 224
Courriel: vhaas@chd.lu

Madame Agnès d'Aboville

Luxembourg, le 4 mai 2016

Objet: Pétition publique 626 - Demander au Parlement Luxembourgeois de rejoindre la plateforme internationale des Skyguards, (Plaza de la Paz, 16 – 34886 Velilladel Río Carrión - Palencia- SPAIN), dont la pétition contre les épandages aériens et HAARP a été acceptée par le Parlement Européen de Bruxelles, le 25 mars 2014

Madame,

Suite à l'avis positif de la Commission des Pétitions, la Conférence des Présidents a déclaré recevable votre demande de pétition publique citée en référence.

Votre pétition publique sera ouverte à signature du 6 mai au 17 juin 2016. Le forum de discussion sera opérationnel pendant cette même période.

Ci-joint vous trouverez un document pdf en vue de la collecte de signatures sur papier ainsi qu'un document avec les conditions y relatives.

Veillez agréer, Madame, l'expression de mes sentiments très distingués.


Mars Di Bartolomeo
Président de la Chambre des Députés

Transmis en copie pour information

- aux Membres de la Commission de l'Environnement
- aux Membres de la Commission des Pétitions
- aux Membres de la Conférence des Présidents

Luxembourg, le 4 mai 2016


Vera Haas-Gelejinsky
Secrétaire-administrateur de la Commission des Pétitions

PETITION PUBLIQUE 626

Intitulé:

Demander au Parlement Luxembourgeois de rejoindre la plateforme internationale des Skyguards, (Plaza de la Paz, 16 – 34886 Velilladel Río Carrión - Palencia- SPAIN), dont la pétition contre les épandages aériens et HAARP a été acceptée par le Parlement Européen de Bruxelles, le 25 mars 2014.

But :

Les objectifs de cette pétition sont :

Tant qu'il en est encore temps, avant que les dégâts soient irréversibles pour la planète et toutes les générations à venir d'êtres vivants,

- Dénoncer et faire cesser la géo-ingénierie : les armes environnementales, employées en temps de paix, qui altèrent le climat depuis plusieurs décennies, c'est-à-dire épandages aériens de produits toxiques clandestins généralisés, ondes électro magnétiques (HAARP). Ces opérations sont effectuées en violation de nos droits fondamentaux reconnus par les constitutions et les conventions internationales, approuvées par nos pays, pour la protection sanitaire élémentaire due aux populations. (Cf. « PlaneteEarth, the latest weapon of war », de Rosalie Bertell – 2001)

- Faire fonctionner les rouages de notre démocratie en étant des citoyens responsables – et lanceurs d'alerte, en interpellant et informant nos élus, en mobilisant l'opinion publique qui a le rôle de motiver ses décideurs.

Motivation de l'intérêt général:

1. Depuis une dizaine d'années, si l'on regarde le ciel, on assiste de plus en plus fréquemment, en direct, et à l'oeil nu, à la fabrication artificielle de nuages par des opérations aériennes particulièrement visibles lorsque le ciel est tout bleu, après le lever du soleil. Elles peuvent parfois prendre toute une journée, comme le samedi 27 février 2016, au-dessus du territoire grand-ducal. Mais elles peuvent durer à peine deux heures, lorsque les avions arrivent en escadrille de 6 à 12 en même temps pour constituer ensemble un quadrillage de traînées, sur des kilomètres de long et s'épaississant sur des kilomètres de large, d'un bout à l'autre de l'horizon, jusqu'à ce que le soleil soit complètement caché et l'atmosphère refroidie, exemple : le lundi 18 janvier 2016 de 8h à 10h.

2. Les analyses de scientifiques, indépendants, français et américains, révèlent que ces traînées-là - larguées par les avions en haute altitude (au-dessous de 8000 m, parfois 2000 m seulement) - sont chargées de nano particules d'aluminium, de baryum, de soufre, et autres produits toxiques.

Aux jumelles ou au télescope, on se rend à l'évidence : la plupart de ces avions sont des avions militaires, parfois marqués OTAN, ou banalisés.

3. Ces programmes de géo-ingénierie en cours violent impunément les traités suivants :

- **The Aarhus Convention – UNECE**, on Access to Information, Public Participation in Decision-making and Access to Justice in Environmental Matters, adopted 25th June 1998.
- **The Universal Declaration of Human Rights**, which was adopted by the UN, 10th December 1948.

Article 3. Everyone has the right to life, liberty and security of person.

Article 6. Everyone has the right to recognition everywhere as a person before the law.

Article 8. Everyone has the right to an effective remedy by the competent national tribunals for acts violating the fundamental rights granted him by the constitution or by law.

- **Charter of fundamental rights of the European Union** adopted 18th December 2000.

Article 3. Right to the integrity of the person :

1. Everyone has the right to respect for his or her physical and mental integrity.
2. In the field of medicine and biology, the following must be respected in particular the free and informed consent of the person concerned, according to the procedures laid down by law.

Article 6. Right to liberty and security :

Everyone has the right to liberty and security of person.

- **Convention on the prohibition of military or any hostile use of environmental modification techniques**, adopted 10th décembre 1976.

Nagoya Convention on Biological Diversity, 29th october 2010, establishing a ban on some forms of geoengineering.

Dépôt : 23.03.2016 à 17:54

Pétitionnaire: Agnès d'ABOVILLE